

Sur le handicap, un discours bâclé, vide et excluant

Paris, le 31 janvier 2024. La déclaration de politique générale du Premier ministre déçoit et n'a pas été à la hauteur. Gabriel Attal n'a évoqué le mot « handicap » qu'au bout de très longues minutes, au détour de son chapitre sur l'Education nationale, sans grandes ambitions en faveur de l'autonomie et des droits des personnes handicapées et de leurs proches...

Le Collectif handicaps attendait une prise de parole forte témoignant d'une vision transversale et interministérielle du handicap. Gabriel Attal s'est contenté d'une rapide digression sur le sujet au détour de ses annonces sur l'Education nationale. Visiblement bâclé sur ce sujet, son discours a exclu d'un trait de plume des millions de personnes handicapées de la politique générale du gouvernement. Le Premier ministre n'a montré aucune vision politique sur les enjeux du handicap, et plus largement de l'autonomie.

Les quelques annonces ou promesses ne peuvent suffire à faire une politique du handicap.

D'une part, il s'est limité à rappeler des promesses déjà faites, tel que le remboursement intégral des fauteuils roulants. Une annonce d'autant plus insuffisante, que les discussions en cours sont plutôt inquiétantes, comme en témoigne la [pétition](#) récemment mise en ligne pour demander la concrétisation de la promesse d'Emmanuel Macron.

D'autre part, le financement par l'Etat des AESH sur la pause méridienne ne résoudra pas les difficultés rencontrées pour faire valoir le droit à l'éducation pour toutes et tous, alors que les discours portés par certains syndicats de l'Éducation témoignent d'une volonté de retour en arrière. Un engagement ferme sur la question aurait rassuré les milliers d'élèves en situation de handicap et leurs familles.

Sur le handicap, Gabriel Attal n'a pas été à la hauteur des attentes des personnes concernées. Cette déclaration de politique générale aurait pu être l'occasion d'engager les membres de son Gouvernement à prendre en considération les besoins des personnes en situation de handicap et de leurs proches dans toutes leurs décisions... Cela aurait permis d'enclencher des chantiers ambitieux, pour répondre aux condamnations répétées de la France pour violation des droits fondamentaux des personnes handicapées, enfin garantir l'accessibilité universelle ou encore mener une politique publique de l'autonomie (sans barrière d'âge).

Hélas, ce discours n'a pas calmé les inquiétudes, voire en a créé de nouvelles : en confirmant la réforme de l'AME et le conditionnement du RSA, en stigmatisant les personnes précaires, les jeunes en difficultés et leurs familles, Gabriel Attal fait craindre encore plus d'exclusion.

Face à ce discours vide, le Collectif handicaps reste mobilisé, plus que jamais, pour porter la voix des personnes handicapées.